

DEPARTEMENT DE LOT ET GARONNE
DEPARTEMENT DE LOT ET GARONNE

PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS
ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AUX RISQUES
INONDATION ET INSTABILITE DES BERGES DE LA
VALLEE DU LOT

2 DECEMBRE 2013 – 10 JANVIER 2014

RAPPORT DU
COMMISSAIRE ENQUETEUR
2^{ème} PARTIE
BILAN COMMUNAL DE L'ENQUÊTE
CONCLUSIONS ET AVIS

FUMEL

Destinataires :

- Monsieur le Préfet de Lot et Garonne
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux
- Monsieur le Maire de FUMEL
- Archives

M. Alain POUMEROL
Commissaire enquêteur
2, Chemin du Rieumort
47310 Brax
alainpoumerol@free.fr

1. PRESENTATION DE LA COMMUNE

FUMEL est une commune qui compte 5298 habitants au dernier recensement. Elle fait partie de la Communauté de Communes de Fumel Communauté. Sa superficie est de 2266 ha. La population en zone inondable est estimée à 300 habitants environ.

En rive droite du Lot, le territoire de la commune est contraint par le risque inondation dans sa partie basse. La partie inondable de la commune est due également à la présence des ruisseaux « la Théze » et « la Lémance ».

Sont en zone inondable : la salle des fêtes de Condat, la salle des fêtes de Blayac, le gymnase et la salle des fêtes Henri Cavaillier, l'école maternelle du chemin rouge, le camping « Les catalpas » et le foyer du 3^{ème} âge.

La commune possède un linéaire de berges estimé à 7 km environ, soit 4,62 % du linéaire total de berges du Lot en Lot-et-Garonne.

La commune instruit jusqu'à maintenant l'urbanisme dans le cadre d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) et procède actuellement à sa révision dans le cadre d'un PLUi à l'échelle de la Communauté de Communes.

2. BILAN DE LA CONCERTATION

Concertation de la Direction Départementale des Territoires (DDT) avec la Commune

Inondation

Objet	Réunion de concertation	Mairie	Réponse DDT
Aléas	26/04/2011	1 – La zone de submersion de l'Ayguette ne figure pas sur la carte ; 2 – Le risque de rupture du barrage de Grandval (Cantal/Lozère) situé sur la Truyère est évoqué ;	1 – Il s'agissait d'un oubli ; la carte complétée a été remise à la collectivité quelques temps après la réunion ; 2 – La Préfecture étudie actuellement le Plan Particulier d'Intervention (PPI) qui traite l'alerte et l'évacuation de populations et n'a pas d'incidence sur l'urbanisme. En tout état de cause, ce risque est un risque technologique qui est sans commune mesure avec le risque inondation pris en compte par un PPR. Le premier ne s'est jamais produit et sa probabilité est de 1/16 000ème par an alors que le second s'est réalisé à plusieurs reprises.
	26/04/2011	3 – Les risques sont plus importants sur les affluents	3 – En complément du réseau hydrographique principal suivi

		que sur le Lot. Un système d'alerte fonctionne pour informer la population d'une crue pour le Lot, alors qu'il n'y a rien pour les affluents.	par l'Etat, les collectivités peuvent mettre en place, si les enjeux le justifient, un système de suivi et d'alerte sur les autres cours d'eau.
Enjeux	26/04/2011	3 - L'interférence entre l'élaboration des PPR du Lot et celle du PLUi de la communauté de communes Fumel-Communauté est abordée ;	3 – La deuxième réunion prévue à l'automne, propre aux enjeux, permettra de cerner les zones actuellement urbanisées et celles susceptibles de le devenir dans le futur PLUi et qui se situeraient en zones d'aléa fort ou très fort.
	07/12/2011	- zones AU le long des ruisseaux de la Lémance et de la Thèze	
Zonage et Règlement	19/09/2012	Les représentants de la collectivité n'ont pas formulé d'observations sur les projets de zonage et de règlement.	

Instabilité des berges

Objet	Réunion de concertation	Mairie	Réponse DDT
Aléas	26/04/2011	Néant	Néant
Enjeux	26/04/2011	Néant	Néant

Concertation avec le Public

REUNION PUBLIQUE			
Date : 8 avril 2013	Lieu : salle du Conseil Municipal		Nbre de personnes : 30 environ
Questions		Réponses	
Les bateaux naviguent à grande vitesse et dégradent les berges.		Sur une zone de 2 km sur le plan d'eau de Fumel-Condât, les activités de motonautisme et de ski nautique sont autorisées de 10 h à 12h30 et de 16h à 20 h. En dehors de cette zone, la vitesse des bateaux est limitée à 10 km/h sur le bief de Fumel. Il est à noter que la navigation est interdite à moins de 30 m des berges, en dehors des points d'accostage ou en cas d'absolue nécessité. La vitesse des bateaux a donné lieu à des interventions de la police fluviale. A ce jour,	

	et en cas d'excès constaté, la gendarmerie peut intervenir.
Des propriétaires désenvasaient régulièrement le ruisseau la « Thèze » à proximité du Lot jusqu'en 2001 en faisant «des sillons» ! A ce jour rien n'a été fait. Qui doit effectuer l'entretien ? Des cartes on en a rien à faire, ce sont des travaux que l'on veut.	Il convient de faire une demande d'autorisation de travaux auprès du service Environnement de la DDT, Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques (SE/EPMA).
Le fossé « l'Ayguette » que j'ai toujours connu comme fossé, est aujourd'hui classé «cours d'eau» dont les talus se dégradent, et par de fortes pluies devient un torrent de part son bassin versant et l'urbanisation. La commune devait réaliser un bassin de rétention en amont. Qui doit entretenir les talus ?	Le maire répond que le fossé a été classé «cours d'eau» il y a quelques années par l'Etat, le bassin de rétention a bien été réalisé, les permis de construire le long du ruisseau ont été délivrés conformément au PLU, et l'entretien du cours d'eau est à la charge de chaque riverain.
Y a t-il un plan communal de sauvegarde ?	Il est en cours d'élaboration
Un riverain signale un affouillement d'un pied droit du pont « Napoléon » à Condat sur la voie privée	Ce problème devra être signalé à la commune de Fumel.
<p><u>Registre en mairie :</u> Disponible à l'accueil de la mairie depuis 2011, avec les projets des principaux documents du PPR (cartes informatives, aléas, enjeux, zonage et règlement) mis à disposition au fur et à mesure de leur élaboration, il est resté ouvert un mois après la réunion publique. Une observation portant sur le ruisseau de Brétou (ou Ayguette) a été portée au registre par un riverain. De plus un courrier avec une pétition (signée par 33 personnes) a été adressé à Monsieur le Préfet le 16 mai 2013 : il est indiqué que le Brétou n'est pas un cours d'eau, et qu'en conséquence les pétitionnaires s'opposent à la mise en place de zones d'expansion pour celui-ci. Ils demandent que la commune mette en place des mesures de gestion des eaux pluviales. Une réponse écrite a été faite. L'ONEMA a confirmé la qualification en cours d'eau de ce ruisseau. Les cartographies n'ont pas été modifiées. (ONEMA : Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques).</p>	

3. CONDITIONS D'ORGANISATION – DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

L'avis d'enquête a été affiché sur le panneau d'affichage, à l'extérieur de la mairie. Le dossier du projet de **Plan de Prévention des Risques Inondation et Instabilité (PPRII)** des berges du Lot concernant la commune de FUMEL était tenu à la disposition du public au secrétariat de la mairie durant ses heures d'ouverture.

J'ai tenu deux permanences, la première le mercredi 11 décembre 2013 de 15h à 18h et la deuxième le jeudi 9 janvier 2014 de 15h à 18h. L'accueil et l'information du public se sont déroulés dans de bonnes conditions.

4. DELIBERATION DE LA COMMUNE

Délibération du 18 octobre 2013:

- 1- *Le Conseil Municipal,*
se prononce favorablement sur le projet du Plan de Prévention des Risques Naturels,

Inondation et Instabilités des berges du Lot (P.P.R.I.I) ;

2- constate que le présent avis a été donné par 25 voix à l'unanimité.

5. ENTRETIEN AVEC LE MAIRE DE LA COMMUNE

Entretien avec Madame TALET, Adjointe à l'urbanisme, commune de FUMEL.

L'entretien avec Madame l'adjointe à l'urbanisme de la commune s'est déroulé le 14 janvier 2014 à la demande du Commissaire Enquêteur, à la Mairie.

Dans sa délibération du 18 octobre 2013, le Conseil Municipal a émis un avis favorable au PPRII. La zone inondable de la commune est surtout due aux ruisseaux qui traversent la commune. L'instabilité des berges ne pose pas de problème particulier en termes d'urbanisme sur la commune, le PLU imposant un retrait de 15 mètres par rapport au Lot.

Madame l'Adjointe constate et regrette la faible participation du public lors de l'enquête.

Concernant la déposition qui a été faite sur le registre d'enquête par Monsieur PENAR, Madame TALET indique que c'est un sujet récurrent et que la commune a déjà apporté une réponse en contrepartie de la nouvelle urbanisation sur le plateau par la création du bassin de rétention au lieu-dit « la Recluse ». La municipalité a toutefois décidé d'engager une étude hydraulique du bassin versant pour déterminer les aménagements qu'il conviendrait d'entreprendre pour remédier à ce problème ou du moins l'atténuer.

Pour ce qui concerne la commune de Fumel, le projet de PPRII confirme les risques d'inondation qui étaient connus précédemment.

La commune n'adhère pas au SMAVLOT.

Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de la commune est en cours d'élaboration.

6. OBSERVATIONS DU PUBLIC - AVIS DE LA DDT - ANALYSE DES OBSERVATIONS

Observations verbales : néant.

Observations inscrites sur le registre d'enquête : 1 observation

N° sur registre	Nom et adresse du demandeur	Synthèse de la demande (ou observation)
1	Monsieur Jean-Paul PENAR, 18, Bis Rue Bernard Palissy, 47500 FUMEL Pièce annexée au registre : 3 pages de format A4 support d'une pétition signée par 41 personnes.	Monsieur PENAR remet une pétition (41 signatures) qui s'oppose au projet d'établissement d'une Z.E.C. (comprendre zone d'expansion des crues) sur des parcelles habitées. Le porteur de la pétition écrit que les Z .E.C. ne sont envisageables que dans des secteurs peu urbanisés ou peu équipés (source Ministère Environnement et ONEMA). Il indique en outre qu'au sens de l'article 562-1 du Code de l'Environnement, un PPRI a pour vocation de prescrire des mesures de protection et de prévention collectives:

		<ul style="list-style-type: none"> - ce PPRI ne s'appuie sur aucune analyse hydrologique du bassin versant en ce qui concerne la plaine du BRETOU, - ce PPRI ne prescrit aucune mesure limitant l'imperméabilisation du bassin versant (maitrise de l'urbanisation), - ce PPRI ne prévoit aucun dispositif de ralentissement dynamique des eaux canalisées provenant du domaine public et ne prévoit aucun bassin d'écêtement des crues. <p>Il est demandé une réunion d'information pour évoquer tous les problèmes liés au fossé de drainage de la plaine du Brétou par les pétitionnaires.</p>
--	--	--

Commentaires DDT:

– dans la cadre de la concertation du public lors de l'élaboration du projet de PPR, la DDT a répondu à M PENAR par courrier en date du 2 septembre 2013 (cf annexe au bilan la concertation).

– en complément de cette réponse, il convient de préciser que le PPR n'instaure pas de ZEC (zone d'expansion de crues), zones destinées à accueillir soit naturellement soit par sur-inondation, les eaux de débordement du cours d'eau ; le PPR régleme l'ensemble de la zone inondable, qu'elle soit urbanisée, agricole ou naturelle (1° et 2° de l'article L562-1 du code de l'environnement)

- le PPR peut effectivement également prescrire des mesures de protection, de prévention et de sauvegarde (3° du même article) ; le projet de règlement du PPR prévoit de telles dispositions dans son Titre III, pages 99 et 100, telles que l'entretien des cours d'eau.

Le schéma d'assainissement et le PLU constituent également des outils adaptés pour définir des mesures permettant de gérer le ruissellement pluvial et réduire l'imperméabilisation des sols.

Commentaires du commissaire enquêteur:

Le ruisseau de l'Ayguette qui draine le bassin versant du Brétou est à l'origine de la zone inondable figurant sur le plan de zonage du projet de PPRII.

Qu'il soit classé ruisseau ou fossé, la finalité est la même. Par temps de pluies intenses, les eaux de ruissellement débordent, inondent des secteurs urbanisées et provoquent donc des dégâts dans les maisons riveraines.

Dans le cas présent, ainsi que le précise la DDT dans sa réponse au PV des observations recueillies pendant l'enquête publique, le problème posé relève plus du document d'urbanisme et du schéma d'assainissement de cette zone urbaine que du projet de PPRII.

Madame l'adjointe au maire de la commune m'a confirmé, lors de notre entretien du 14 janvier 2014, que la municipalité a décidé d'engager une étude hydraulique du bassin versant pour déterminer les aménagements qu'il faudrait entreprendre pour remédier à ce problème ou du moins l'atténuer.

Les techniciens du SMAVLOT m'ont informé qu'une étude avait été réalisée il y a quelques années par le Syndicat de la Lémance auquel adhère la commune de Fumel. Le cas échéant, il conviendrait d'actualiser cette étude.

J'ai transmis cette information aux services techniques de la ville de Fumel.

Observations adressées par courrier annexé au registre d'enquête : néant.

Observations de portée générale faites par le commissaire enquêteur (sur PV) et réponses du Maître d'Ouvrage

II-2-1 — *Lorsque le PPRII sera approuvé, est-ce que le principe d'indemnisation de sinistres éventuels suite à une crue du Lot ou de ses affluents sera maintenu dans le cadre de la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ?*

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

L'approbation d'un PPR n'empêche pas l'indemnisation des dommages en cas d'inondation dans le cadre de la reconnaissance de catastrophe naturelle ; cette 'approbation empêche par contre que la franchise soit multipliée par 2, 3 ou 4 lorsque plus de 3, 4, 5 arrêtés de catastrophe naturelle ont été pris sur la commune pour le risque considéré.

Cependant, uniquement à la date normale de renouvellement du contrat, ou à la signature d'un nouveau contrat, l'assureur peut ne pas souhaiter assurer :

- les biens immobiliers construits et les activités exercées en violation des règles du PPR en vigueur lors de leur construction ou création ;

- les constructions ou activités existantes dont la mise en conformité avec des règles rendues obligatoires par le PPR n'a pas été effectuée par le propriétaire, exploitant ou utilisateur.

En cas de différent avec l'assureur, ou en cas d'impossibilité de trouver un assureur, l'assuré peut recourir à l'intervention du Bureau Central de Tarification (BCT) relatif aux catastrophes naturelles.

II-2-2. *A certains endroits l'érosion des berges a pris une telle ampleur que l'eau a gagné plus de 20 mètres à l'intérieur des propriétés privant certains riverains de près de 1000 mètres² de terrain (50 mètres de façade x 20 mètres de retrait de berges). Ces riverains ont-ils droit à une réduction de leur impôt foncier et, le cas échéant, à qui doivent-ils s'adresser pour demander cette réduction ?*

Réponse (mél du 18/02/14) :

C'est l'administration fiscale qui détermine la valeur des biens et leur évolution sur la base de certains critères. Il appartient aux propriétaires d'entreprendre les démarches qu'ils estiment utiles auprès de l'administration fiscale (centres des finances publiques de Villeneuve sur Lot ou Marmande ; Cf. adresse sur l'avis d'imposition pour la taxe foncière) pour faire valoir leurs droits.

II-2-3 — *Le fait que la route d'accès à un secteur non inondable soit en zone inondable empêchera-t-il l'urbanisation éventuelle de ce secteur ?*

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

Les îlots non inondables enclavés dans la zone inondable ne sont pas réglementés par le PPR car ils ne sont pas soumis à l'aléa pour la crue de référence.

Cependant compte tenu de différents critères (superficie de l'enclave, niveau de l'aléa à proximité immédiate, environnement proche ou lointain, ...), il n'est pas opportun pour la plupart de ces secteurs qu'ils soient aménagés et il convient de les préserver de l'urbanisation (cf note de présentation page 25). Les collectivités devront faire leur propre analyse dans le cadre de l'élaboration de leur document d'urbanisme.

Chaque commune devra également lors de l'élaboration de son PCS (Plan Communal de Sauvegarde — obligatoire dans un délai de 2 ans à compter de l'approbation du PPR) tenir compte de ces territoires enclavés dans la zone inondable pour la crue de référence.

En effet il est malheureusement régulièrement vérifié qu'il est très dangereux d'emprunter une route inondée, même avec une faible hauteur d'eau.

II-2-4. *Quels sont les relations des services de l'Etat avec les propriétaires de barrages au fil de l'eau tels que Fumel (propriété privée), Le Temple et Villeneuve (exploités par EDF) ?*

Réponse (mél du 18/02/14) :

Les barrages au fil de l'eau de Clairac, Temple sur Lot, Villeneuve sur Lot et Fumel sont des concessions hydroélectriques. L'administration de tutelle est la DREAL Aquitaine. Des consignes d'exploitation en période de crue sont définies.

II-2-5 — Comment doit s'organiser une mairie dans le cas d'une annonce de crue par la préfecture lorsque le téléphone portable ne passe pas sur une grande partie de son territoire?

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

Cette commune doit s'adresser au SIDPC (Service Interministériel de Défense et de Protection Civile). Il existe différents moyens d'alerter la population : sirène, véhicule avec haut-parleur,

II-2-6 — Le zonage du PPRII sera-t-il révisé régulièrement ?

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

Un PPR n'a pas vocation à être révisé régulièrement.

Il pourrait l'être par exemple suite à une inondation plus importante que la crue de 1927 ou dans le cas d'une évolution réglementaire.

11-2-7 — Quel sera l'impact du PPRII en valeur patrimoniale des biens ? Peut-il y avoir des indemnisations ?

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

Les servitudes d'utilité publiques concernant les risques naturels ne sont pas indemnisables.

**CONCLUSIONS ET AVIS
DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

CONCLUSIONS

La politique de l'Etat en matière de prévention des risques majeurs a pour objectif de préserver les vies humaines et de réduire le coût des dommages supportés par la collectivité.

Dans les secteurs à enjeux forts, le Plan de Prévention des Risques (PPR) est l'outil privilégié de l'état pour mettre en œuvre cette politique en matière de maîtrise de l'urbanisation et de réduction de la vulnérabilité.

Les PPR sont élaborés en application de la Loi du 2 février 1995, dite « Loi Barnier » relative au renforcement de la protection de l'environnement, et de la Loi du 30 juillet 2003, dite « Loi Bachelot », relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages. Ils ont pour objet :

- d'identifier les risques prévisibles constituant une menace pour la population ;
- de délimiter les zones exposées à ces risques et des zones non exposées mais où certains modes d'occupation pourraient aggraver des risques ou en créer de nouveaux ;
- de déterminer les mesures applicables tant aux particuliers qu'aux collectivités.

Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP ou PPR) est un outil réglementaire visant à permettre de limiter, dans une perspective de développement durable, les conséquences humaines et économiques des catastrophes naturelles. Pour ce faire, il délimite les espaces concernés par les risques et définit les mesures de prévention nécessaires, dans le respect des compétences que les lois attribuent aux communes en matière d'aménagement, aux autorités de police en matière de sécurité et aux particuliers en matière de responsabilité civile.

En Lot-et-Garonne, plus de 200 communes sont concernées par le risque inondation. Plus de 99 000 personnes vivent dans le bassin du Lot, soit près de 30% de la population du département. Afin de mieux connaître les risques d'inondation et d'instabilité des berges du Lot et de réglementer les secteurs concernés, l'élaboration de Plans de Prévention des Risques a été prescrite sur 26 communes (les communes d'Aiguillon et de Nicole étant déjà réglementées sur le risque inondation par le PPR des Confluents) par arrêté préfectoral en date du 11 janvier 2011.

Outre le risque inondation, les rives du Lot sont également soumises au risque d'instabilité des berges. Ce phénomène est dû à différents types d'aléas : glissements de terrains, chute de blocs, selon la nature géologique des sols et la géomorphologie de la rivière.

La révision du document précédemment en vigueur a été rendue nécessaire afin de mettre la réglementation en conformité avec les directives nationales en matière de zone inondable. En effet, le PSS de 1977 (servitude d'utilité publique) ne permet pas aux services de l'Etat de mettre en œuvre les directives ministérielles telles qu'elles ont été définies depuis 1994. De plus ce PSS ne couvre pas l'ensemble du territoire traversé par la rivière.

La révision du PSS de 1977 est aussi l'occasion de prendre en compte et de réglementer la zone inondable des principaux affluents du Lot, afin de mettre à disposition de chaque commune un document plus complet concernant le risque inondation.

Les principaux affluents pris en compte dans l'étude pour la commune de Fumel sont les ruisseaux « la Théze » et « la Lémance ».

La circulaire ministérielle du 24 janvier 1994 et le guide édité en 1999 préconisent de retenir les Plus Hautes Eaux Connue (PHEC) ou à défaut une crue centennale, lorsque les PHEC sont inférieures à celle-ci.

Pour le Lot, la crue de référence retenue est la crue des 9 et 10 mars 1927 de fréquence centennale et pour les affluents hors de l'influence du Lot, les crues du 6 juillet 1993 pour les affluents de la rive droite et du 9 juillet 1977 pour les affluents de la rive gauche, (6/7/1993 pour la Masse), correspondant aux PHEC.

Au niveau « instabilité des berges du lot », si le risque est connu, il était jusque là nécessaire de recourir régulièrement à l'article R 111-2 du Code de l'Urbanisme pour interdire les projets ou les autoriser sous réserve de prescriptions spécifiques adaptées.

Sur le linéaire du Lot traversant le département, le taux d'érosion moyen des berges est de 30 cm par an (taux estimé au vu de l'évolution entre le cadastre Napoléonien et le cadastre actuel). Mais il peut aller jusqu'à 80 cm par an dans certains secteurs, ce qui, à l'échelle du siècle, conduit à des pertes conséquentes de foncier, voire de bâti.

Le PPRI est une servitude d'utilité publique et constitue un document d'urbanisme auquel s'applique la procédure de notification préalable prévue par le Code de l'urbanisme. Il doit être annexé par arrêté municipal au Plan d'Occupation des Sols ou au Plan Local d'Urbanisme conformément au Code de l'urbanisme. Les servitudes ainsi créées ne peuvent donner lieu à indemnisation. Pour les communes soumises au règlement national d'urbanisme ou dotées d'une carte communale, la servitude est opposable dès sa publication et pourra être utilement annexée à la carte communale.

Pour ces deux risques Inondation et Instabilité des berges, les PPR apportent une plus grande transparence des règles appliquées ainsi qu'une meilleure assise juridique que les réglementations applicables actuellement (PSS du Lot et article R 111-2).

Le recours à la concertation dans l'élaboration des Plans de Prévention des Risques Naturels est devenu une obligation réglementaire depuis le décret n°2005-3 du 4 Janvier 2005 (modifiant le décret n°95-1089 du 5 Octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles). L'article 2 de ce décret prévoit en effet que l'arrêté prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles définit les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet. La procédure de concertation est conduite sous l'autorité et la responsabilité de l'Etat. La communication auprès des administrés est réalisée par les maires et appuyée par la DDT.

La concertation vise à permettre la participation des acteurs locaux (élus locaux, acteurs de l'aménagement, services institutionnels ayant une compétence en la matière,...) à l'élaboration du PPR inondation, condition essentielle à la mise en œuvre d'une politique de prévention des risques satisfaisante et partagée.

L'Arrêté Préfectoral n°2011-011-008 du 11 janvier 2011 qui a prescrit l'élaboration du PPR Inondation et Instabilité des berges sur 26 communes de la vallée du Lot a été affiché au minimum pendant 1 mois dans chaque mairie et au siège des EPCI ayant compétence en matière de planification de l'urbanisme. Il était accompagné des cartes informatives et d'un rapport de présentation qui précisait la nature des risques pris en compte pour les deux risques.

Une conférence de presse du Préfet le 8 février 2011 à la sous-préfecture de Villeneuve a permis de rappeler les objectifs du PPR et les modalités de la procédure.

En ce qui concerne les collectivités, les modalités de la concertation ont été définies

ainsi :

- un comité technique composé de représentants des services de l'Etat (préfecture, DDT) et des collectivités territoriales, (collectivités, Conseil Général et SMAVLOT) s'est réuni 3 fois dans la phase de préparation (pour les aléas et pour les enjeux).

- sur une période allant de février 2011 à juin 2013, toutes les communes ont participé aux concertations réalisées au fur et à mesure de l'élaboration des dossiers.

La concertation avec la commune de Fumel a porté notamment sur les aléas et les enjeux (réunions du 26/04/2011 et 07/10/2011), le zonage et la présentation des cadres de règlement (réunion du 19/09/2012).

Le conseil municipal a ensuite été consulté une dernière fois sur le projet de PPR avant l'enquête publique. Sa délibération en date du 18/10/2013 a été l'occasion de faire part de son avis favorable.

Concernant le public, la concertation en continu a été réalisée par:

- Une plaquette d'information présentant les risques pris en compte, la procédure d'élaboration des PPR et les modalités de la concertation du public, élaborée par la DDT, remise à la collectivité en juillet 2011.

- Un communiqué de presse de la Préfecture de Lot-et-Garonne en date du 22 février 2013 qui a fait le point sur la démarche d'élaboration du PPR et qui a informé la population des dates des réunions publiques pour chaque commune concernée.

- Une deuxième plaquette d'information présentant les principaux documents composant les projets des PPR, éditée par la DDT en mars 2013 et diffusée par les collectivités en parallèle avec l'invitation à participer à la réunion publique.

En avril 2013, ces plaquettes ont été mises en ligne sur le site internet des services de l'Etat, ainsi que sur le site du SMAVLOT.

- Un registre disponible à l'accueil de la mairie depuis 2011, avec les projets des principaux documents du PPR (cartes informatives, aléas, enjeux, zonage et règlement) mis à disposition au fur et à mesure de leur élaboration, est resté ouvert un mois après la réunion publique.

Une observation portant sur le ruisseau de « Brétou » (ou « Ayguette ») a été portée au registre par un riverain.

- Une réunion publique s'est tenue le lundi 8 avril 2013 à 18h30 dans la salle du conseil municipal de FUMEL en présence du maire. Une trentaine de personnes y a participé.

Par décision N° E13000228/33 du 25 septembre 2013, le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux m'a désigné commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Jean-Paul GOUBARD, commissaire enquêteur suppléant, en vue de procéder à l'enquête publique ayant pour objet « *l'élaboration du plan de prévention des risques naturels de la vallée du Lot, concernant les 26 communes longeant le Lot jusqu'au département éponyme* ».

Outre le recensement des observations de la population, ce type d'enquête publique présente deux particularités :

- la délibération de la collectivité et des organismes devant émettre un avis est obligatoirement annexée au registre d'enquête ;
- le commissaire enquêteur rencontre le maire de chaque commune pendant l'enquête publique.

Conformément à l'arrêté préfectoral n° 2013-316-0004 du 12 novembre 2013, l'enquête s'est déroulée sur 40 jours consécutifs du 2 décembre 2013 au 10 janvier 2014.

L'information du public, préalable à l'ouverture de l'enquête publique a été réalisée conformément à l'article n°4 de l'Arrêté Préfectoral ordonnant l'enquête publique:

- dans la presse locale par l'intermédiaire des journaux « La Dépêche du Midi » et « Sud-Ouest »,
- sur le site internet de la préfecture de Lot-et-Garonne www.lot-et-garonne.gouv.fr,

Un encart faisant référence à l'enquête publique et à la permanence du commissaire enquêteur a été publié dans le journal « La Dépêche du Midi » dans l'édition du 17 décembre 2013 et dans l'édition du 21 décembre 2013.

Le dossier d'enquête publique, composé d'un dossier de présentation, du règlement et de cartes informatives, a été mis à disposition du public à la mairie durant les horaires d'ouverture et également les jours ouvrables de 9h à 12h et de 14h à 17h à la Direction Départementale des Territoires – Unité prévention des risques – 1722, avenue de Colmar à Agen.

Nota : Bien que ce ne soit pas une obligation dans ce type de projet, le dossier d'enquête publique comprenait un document de 12 pages édité par les services de l'Etat et intitulé « bilan de la concertation ».

Sur la commune de FUMEL, j'ai tenu deux permanences le mercredi 11 décembre 2013 de 15 à 18h et le jeudi 9 janvier 2014 de 15 à 18 heures. Une observation, traitée ci-dessus, a été déposée sur le registre d'enquête.

Conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'Arrêté Préfectoral, j'ai eu un entretien avec la représentante du maire de la commune le 14 janvier 2014.

AVIS

Le Plan de Prévention des Risques Inondation et Instabilité (PPRII) des berges de la Vallée du Lot est l'occasion de prendre en compte et de réglementer généralement l'usage du sol en zone inondable et en zone d'instabilité des berges.

Lors de l'élaboration du projet par les services de l'Etat, la concertation a été menée avec la mairie et les différents organismes concernés aux différentes étapes de constitution du dossier sur une période allant de février 2011 à juin 2013, pour la définition des aléas, l'identification des enjeux et l'élaboration du zonage. Le nombre de réunions a été adapté au contexte et aux enjeux de la commune. Une réunion publique a été tenue dans la salle du conseil municipal.

L'enquête publique s'est déroulée pendant 40 jours du 2 décembre 2013 au 10 janvier 2014 dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur. La publicité de l'enquête a été correctement effectuée, tant dans la presse locale que par l'affichage en mairie.

Au niveau des aspects négatifs de ce dossier, je relève les éléments suivants :

- la très faible participation du public lors de l'enquête publique témoigne d'un certain désintérêt de celui-ci,
- les plans ne sont pas renseignés au niveau du nom des rues, des lieux-dits, ou toutes autres indications qui facilitent le repérage et les localisations,
- les plans ne comportent pas de courbes de niveau du terrain naturel, qui auraient pu permettre de se rendre compte des dénivelés et faciliter la compréhension des niveaux d'aléas,
- l'avis favorable de la Chambre d'agriculture est assorti de deux réserves : avoir un repérage des enjeux agricoles plus lisible dans les documents graphiques et un règlement plus explicite sur les mesures applicables à la construction ou à la restauration d'ouvrages liés à l'irrigation.

Au niveau des aspects positifs de ce dossier, je relève les éléments suivants :

- la concertation a été menée de façon correcte, conforme à l'arrêté préfectoral de prescription, avec une réelle volonté d'informer et de faire participer la collectivité et le public,
- les organismes consultés par le porteur du projet, après arrêt de celui-ci (excepté la Chambre d'Agriculture), n'ont pas formulé d'observations ce qui vaut avis favorable,
- le Conseil Municipal de Fumel a émis un avis favorable au projet, à l'unanimité des membres présents,
- le projet de PPR permet de disposer d'un document de gestion des risques inondation et instabilité des berges qui sera pris en compte dans les documents d'urbanisme de la collectivité locale et répond ainsi aux politiques de prévention de ces risques naturels,
- le projet s'inscrit dans le cadre de l'intérêt général et apporte à la collectivité locale une plus grande transparence des règles appliquées ainsi qu'une meilleure assise juridique,

- tel qu'il est présenté à l'enquête publique, le projet respecte les différents textes législatifs et réglementaires tout en s'appuyant sur les doctrines existantes, les documents et les données locales.

Considérant les nombreux aspects positifs, j'émet :

UN AVIS FAVORABLE

au projet de Plan de Prévention des Risques Inondation et Instabilité des berges (PPRII) sur la commune de FUMEL.

Avis assorti des 2 recommandations suivantes :

Recommandation n°1

Dans le but de rendre accessible les documents afférents aux zonages, il paraît souhaitable de reporter sur les plans un minimum d'indications : nom des rues principales, localisation de monuments ou sites, quelques cotes d'altitude éventuellement.

Recommandation n°2

Les secteurs impactés par le projet sont à forte prédominance agricole. Comme le demande la Chambre d'Agriculture, il conviendrait de faire un repérage des enjeux agricoles dans les documents graphiques et de compléter le chapitre C (agriculture) de chaque zone par les mesures applicables à la construction ou à la restauration d'ouvrages liés à l'irrigation.

Brax, le 20/02/2014

Alain POUMEROL
Commissaire-enquêteur